



## Résultats de l'enquête sur l'obligation du logement de fonction

---

Enquête de l'Association des paroisses du Canton de Berne  
au sein de ses membres des paroisses catholiques chrétiennes  
et évangéliques-réformées.

L'enquête s'est déroulée durant la période  
du 16 avril au 15 mai 2021.

Thoune, avril 2022

Dr. Richard Volz,  
Heidi Haas, Esther Richard et Pascal Flotron  
Traduction Max Perrenoud



## Table des matières

1	Introduction .....	3
1.1	Situation initiale .....	3
1.2	Bases légales .....	3
1.3	Pourquoi rediscuter de l'obligation du logement de fonction? .....	4
2	Evaluation de l'enquête .....	5
3	Résultats de l'enquête sur l'obligation du logement de fonction (questions 1 - 4) .....	6
3.1	L'essentiel en bref .....	6
3.2	Tableaux et graphiques sur les résultats de l'enquête .....	7
3.3	Arguments et commentaires des paroisses .....	9
3.3.1	Commentaires concordants pour tous les groupes des paroisses .....	9
3.3.2	Commentaires de paroisses avec moins de 80% ou avec 101-150% de taux d'occupation de postes .....	10
3.3.3	Commentaires de paroisses avec 80-100% de taux d'occupation de postes .....	11
3.3.4	Commentaires de paroisses avec 151-220% de taux d'occupation de postes .....	12
3.3.5	Commentaires de paroisses avec plus de 220% de taux d'occupation de postes .....	13
4	Résultats des questions complémentaires (Questions 5 - 8) .....	14
4.1	Question 5 - Finances .....	14
4.1.1	Résumé des résultats .....	14
4.1.2	Informations tirées des commentaires .....	14
4.2	Question 6 – Réglementation des présences .....	15
4.2.1	Résumé des résultats .....	15
4.2.2	Arguments des partisans du «oui» .....	15
4.2.3	Arguments des partisans du «non» .....	16
4.3	Question 7 – Obligation d'effectuer un versement supplémentaire .....	17
4.3.1	Résumé des résultats .....	17
4.3.2	Commentaires à propos des réponses «oui» .....	17
4.3.3	Commentaires à propos des réponses «non» .....	18
4.4	Question 8 – Demandes et propositions .....	18
4.4.1	Résumé des résultats .....	18
4.4.2	Obligation de résidence et taux d'occupation des postes .....	18
4.4.3	Obligation de résidence et avenir de l'église .....	19
4.4.4	Arguments évoqués par peu de paroisses, voire une seule .....	19



# 1 Introduction

## 1.1 Situation initiale

L'obligation du logement de fonction pour les pasteur-e-s fait l'objet d'une controverse depuis des années. Les positions divergent selon les intérêts considérés. De plus, une demande a été adressée au Grand Conseil, afin de biffer définitivement la possibilité de l'obligation du logement de fonction dans la loi des églises nationales. Dans ce cas, il faudrait également supprimer l'obligation de résidence réduite dans la réglementation interne des églises nationales.

Face à ce débat de plus en plus animé sur cette question, l'Église nationale réformée a institué une commission chargée d'étudier un éventuel assouplissement de cette règle. Comme notre association participe à la discussion, nous souhaitons connaître l'avis de nos membres, et avons décidé d'organiser un sondage pour ce faire. D'entente avec les Églises nationales, nous nous adressons aux paroisses des Églises qui ont une disposition concernant l'obligation du logement de service dans leurs bases légales (voir point 2).

Initialement, tous les pasteur-e-s étaient soumis à l'obligation du logement de fonction du fait même de leur charge (obligation de résidence interne). À l'époque déjà, il arrivait, occasionnellement, que l'«obligation de résidence externe» soit pratiquée (établissement du domicile dans la commune, sans obligation d'occuper le logement de fonction). Ces contraintes ne sont plus défendables en raison de la liberté d'établissement et selon la jurisprudence du Tribunal fédéral. L'obligation a été peu à peu assouplie au fil du temps. Elle s'est restreinte à un membre du clergé par paroisse ou, dans les cas de coopération entre plusieurs paroisses avec un déploiement du personnel clairement défini, à un-e pasteur-e de la région concernée.

## 1.2 Bases légales

L'article 15, alinéa 2, de l'actuelle loi sur les Eglises nationales a la teneur suivante:

Le droit des Eglises nationales peut obliger les ecclésiastiques à occuper un logement de fonction pendant la durée de leur engagement.

L'Église nationale réformée a disposé à l'art. 49, al.1, du règlement sur le personnel ecclésiastique qu'un-e pasteur-e au moins dans chaque paroisse ou association de paroisses est obligé-e d'habiter dans le logement de fonction. Lorsque plusieurs paroisses assurent et coordonnent en commun le ministère pastoral, le Conseil synodal peut limiter l'obligation du logement de fonction à un seul poste pastoral.

L'Église nationale catholique-romaine n'a plus prévu l'obligation de résidence dans son droit. Si l'obligation est encore contenue dans le droit ecclésiastique, elle est appliquée de façon souple surtout eu égard aux locaux pastoraux.

L'Église nationale catholique-chrétienne habilite les paroisses, à l'article 20, alinéa 2, de sa constitution, à obliger les ecclésiastiques qui ont un poste à mi-temps ou davantage à vivre dans un logement de service.



### 1.3 Pourquoi rediscuter de l'obligation du logement de fonction?

Du fait du développement sociétal, l'image traditionnelle de la famille pastorale ou du ménage du prêtre catholique avec sa gouvernante n'est plus une évidence. Il y a de plus en plus de pasteur-e-s qui vivent seul-e-s ou en partenariat avec un-e conjoint-e exerçant une profession, certains travaillent à temps partiel. Le besoin de vivre une vie privée anonyme a gagné en importance. L'obligation d'élire son domicile dans la paroisse devient une charge pour la personne ecclésiastique concernée et son/sa partenaire. D'un autre côté, l'obligation d'habiter le logement de fonction assure une plus grande proximité entre le-s pasteur-e-s et la communauté locale, ce que les paroisses apprécient beaucoup.

Mais l'obligation de résidence n'a pas que des avantages pour les paroisses, qui peinent de plus en plus à trouver des pasteur-e-s, car les candidats potentiels ne souhaitent pas se soumettre à cette contrainte. Qui plus est, le loyer des logements de fonction se situe bien en dessous de la valeur du marché, ce qui peut constituer une charge financière non négligeable pour certaines paroisses. Cependant, au cours des 20 dernières années, de nombreuses paroisses réformées évangéliques ont pu racheter la cure au canton à des conditions avantageuses, le prix étant fixé sur la base du loyer réduit du logement de service. Le contrat de vente oblige toutefois les paroisses concernées à effectuer un paiement ultérieur si la cure ne devait plus être utilisée comme logement de fonction.

**Remarques de la rédaction:**

L'évaluation de l'enquête a représenté un travail très passionnant et instructif. Mais elle a aussi nécessité un travail très intensif. Jusqu'à ce que les résultats puissent être présentés sous une forme utilisable, il a fallu passer par plusieurs étapes. Nous avons commencé par recourir à des programmes statistiques pour pouvoir adapter les données de façon facilement utilisable. Puis nous nous sommes efforcés de regrouper les paroisses, ce qui a d'abord nécessité un examen détaillé des réponses fournies. Après cela, nous avons procédé à la présentation statistique et graphique et finalement à la rédaction d'un texte regroupant la formulation des conséquences. Tout cela s'est fait en dehors de nos engagements personnels et a pris beaucoup de temps. Nous remercions toutes les paroisses pour la patience dont elles ont fait preuve jusqu'à ce que nous ayons pu leur communiquer des résultats complets. Nous espérons que ce rapport puisse contribuer à définir avec succès la vision d'avenir de la vie des paroisses..



## 2 Evaluation de l'enquête

Plus des deux tiers des membres des paroisses réformées, ainsi que deux membres des paroisses catholiques chrétiennes ont répondu à nos questions! Ils ont également pris la peine de formuler leurs expériences et leurs souhaits dans des commentaires. Le comité se réjouit du grand nombre de réponses et remercie toutes les paroisses de leurs efforts. Les résultats sont déjà perceptibles dans les conseils de l'église évangélique-réformée à propos du maintien de l'obligation du logement de fonction. Nous sommes persuadés que les résultats permettront de mettre au point la future réglementation de façon satisfaisante pour l'ensemble des paroisses.

L'évaluation des réponses enregistrées a montré clairement que les paroisses sont touchées de manière différente selon les taux d'occupation des postes disponibles. Mais cela ne dépend pas simplement de la grandeur de la paroisse. Seule une étude plus approfondie a permis de mettre en évidence quelques caractéristiques.

Le tableau ci-dessous montre cette répartition et indique le nombre des paroisses qui font partie de ces différents groupes.

Taux d'occupation des pasteurs par paroisse	Nombre de paroisses qui ont répondu à l'enquête
<80	16
80-99	21
100	22
101-150	18
151-220	19
221-320	15
321-520	17
>520	6
Total des paroisses	134

## 3 Résultats de l'enquête sur l'obligation du logement de fonction (questions 1 - 4)

Les commentaires des paroisses germanophones seront chaque fois écrites en bleu.

### 3.1 L'essentiel en bref

#### Résumé pour toutes les paroisses

D'une part, l'enquête montre clairement que la majorité des paroisses ne souhaite pas une suppression totale de l'OLF. Seuls 22% des paroisses participant à l'enquête donnent la préférence à une suppression de l'OLF. D'autre part, il est également clair qu'une meilleure flexibilité est nécessaire. Pourtant, 33% préfèrent le maintien de la réglementation actuelle. 46% montrent une préférence pour la formulation «peut» et pensent que résider dans la localité est souhaitable; mais de nombreuses situations montrent que ce n'est souvent quasiment pas possible. 22% des communes ont sans doute beaucoup de peine avec la mise en application de l'OLF et préfèrent son abolition. Ce sont en particulier de toutes petites paroisses avec un taux d'occupation de poste inférieur à 80%, ainsi que de certaines communes avec un taux d'occupation de 101 à 150%, qui rencontrent ces difficultés. Pour ces dernières, une répartition avec des postes à taux d'occupation réduit s'avère nécessaire. La réglementation future devrait tenir compte de la situation des paroisses concernées par ce problème et faciliter la mise en place de solutions acceptables.

#### Résumé pour les paroisses de moins de 80 ou de 101-150% taux d'occupation

Les réponses de toutes petites paroisses (<80%) et de celles avec peu plus de 100% de taux d'occupation (101 à 150%) laissent entendre qu'elles connaissent les mêmes problèmes; à savoir qu'elles ne disposent que de postes à temps partiel ou que la répartition des postes l'impose. Rien que dans ces deux groupes, **plus de la moitié des paroisses ayant participé à l'enquête sont pour une abolition de l'obligation du logement de fonction** (question 1). Elles donnent leur préférence à la formulation «peut» ou à l'abolition pure et simple de l'OLF.

#### Résumé pur des paroisses avec 80 à 100% de taux d'occupation

Parmi ces paroisses, **plus de 60% ont voté pour un maintien de l'OLF** selon la réglementation actuelle (question 1). Il est probable qu'une grande majorité d'entre elles a la possibilité de trouver un pasteur prêt à habiter son lieu d'activité et désire conserver cet avantage. A la question 4, le résultat doit être quelque peu relativisé, en ce sens que moins de 50% des paroisses préfèrent le maintien de l'OLF ou une formulation «peut». Elles reconnaissent que l'OLF suscite d'autres problèmes, voire même qu'elles pourraient elles-mêmes se trouver une fois dans une telle situation. Moins de 10% préfèrent une abolition de l'OLF.

#### Résumé pour des paroisses avec 151 bis 220% de taux d'occupation

Dans ce groupe, il y a quasiment autant de paroisses (chaque fois 47,4%) qui ont voté en faveur ou contre l'abolition de l'OLF à la question 1. Il en va de même à la question 3, où presque 50% sont en faveur de l'abolition de l'OLF et un peu de plus de 50% sont contre. A la question 4, un peu plus de 40% donnent la préférence au maintien, presque un tiers à la formulation «peut» et un quart à son abolition. Les chiffres ne sont pas faciles à interpréter. Il

est possible que dans ce groupe de paroisses, on trouve des situations initiales ou des expériences différentes.

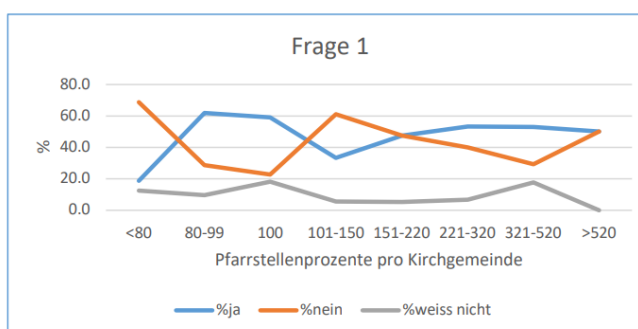
### Résumé pour des paroisses avec plus de 220% de taux d'occupation

En principe, pour les plus grandes paroisses, il devrait être plus simple de trouver un pasteur qui accepte l'OLF. Pour les paroisses avec 2 à 3 postes, autant de réponses (chaque fois 40%) montrent une préférence soit pour le maintien, soit pour la formulation «peut» (question 4). 20% sont en faveur de l'abolition. Avec des taux d'occupation de postes croissants, c'est la formulation «peut» qui a la préférence.

## 3.2 Tableaux et graphiques sur les résultats de l'enquête

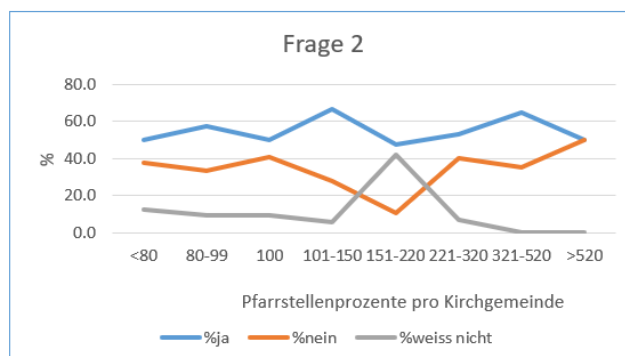
**Question 1:** Faut-il maintenir l'obligation du logement de fonction selon les mêmes modalités qu'actuellement?

Stellenpro-zente	%ja	%nein	%weiss nicht
<80	18.8	68.8	12.5
80-99	61.9	28.6	9.5
100	59.1	22.7	18.2
101-150	33.3	61.1	5.6
151-220	47.4	47.4	5.3
221-320	53.3	40.0	6.7
321-520	52.9	29.4	17.6
>520	50.0	50.0	0.0
Total KG	47.8	41.8	10.4



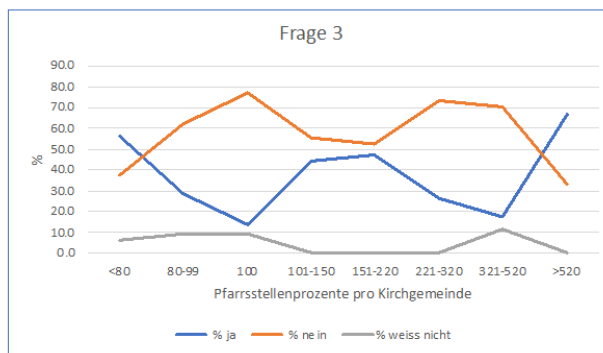
**Question 2:** Faut-il passer à une disposition potestative («peut») pour l'obligation de logement?

Stellenprozente	%ja	%nein	%weiss nicht
<80	50.0	37.5	12.5
80-99	57.2	33.3	9.5
100	50.0	40.9	9.1
101-150	66.6	27.8	5.6
151-220	47.4	10.5	42.1
221-320	53.3	40.0	6.7
321-520	64.7	35.3	0.0
>520	50.0	50.0	0.0
Total KG	55.2	32.8	11.9



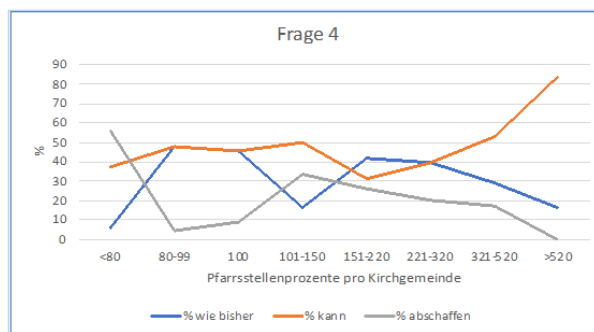
**Question 3:** Faut-il supprimer l'obligation de résidence et la remplacer par une obligation pour la paroisse de mettre uniquement à disposition une place de travail que le/la pasteur-e doit utiliser pour assurer sa présence dans la paroisse?

Stellenprozente	% ja	% nein	% weiss nicht
<80	56.3	37.5	6.3
80-99	28.6	61.9	9.5
100	13.6	77.3	9.1
101-150	44.4	55.6	0.0
151-220	47.4	52.6	0.0
221-320	26.7	73.3	0.0
321-520	17.6	70.6	11.8
>520	66.7	33.3	0.0
Total KG	34.3	60.4	5.2



**Question 4:** À laquelle des trois options ci-dessus donnez-vous la préférence?

Stellenprozente	% wie bisher	% kann	% abschaffen
<80	6.3	37.5	56.2
80-99	47.6	47.6	4.8
100	45.5	45.5	9
101-150	16.7	50	33.3
151-220	42.1	31.6	26.3
221-320	40	40	20
321-520	29.4	53	17.6
>520	16.7	83.3	0
Total KG	32.8	45.5	21.6







### 3.3 Arguments et commentaires des paroisses

#### 3.3.1 Commentaires concordants pour tous les groupes des paroisses

<b>Beibehaltung der DWP wie bisher</b>	<p>Die Nähe zur Bevölkerung ist wichtig. Sie ermöglicht Begegnungen im Alltag. Das Pfarrhaus hat eine ideale Lage und ist gut zugänglich. Die Pfarrperson ist integriert in der Kirchgemeinde (wichtig insb. auf dem Land). Der Schritt in die Seelsorge fällt leichter. Wohnen am Ort erleichtert auch die Arbeit der Pfarrperson. Sie ist für die Zukunft der Kirche wichtig.</p> <p>Garantir une présence sur le lieu d'engagement (disposer d'un lieu de travail) paraît importante, si le pasteur ne réside pas sur place.</p> <p>Eine anderweitige Vermietung des Pfarrhauses führt zu Problemen.</p>
<b>«Kann Formulierung»</b>	<p>Die Flexibilität lässt optimale Lösungen in den Kirchgemeinden zu. Die Neubesetzung von Stellen wird erleichtert und die Lebenssituation der Pfarrperson kann berücksichtigt werden. Pfarrhäuser passen nicht für Einzelpersonen und Kleinfamilien; sie sind evtl. zu teuer. Es wird aber unterstützt, dass wenigstens eine Pfarrperson in der Gemeinde wohnt, mit den gleichen Argumenten wie unter 'Beibehalten'. Aber die Flexibilisierung ist nötig, damit allen Situationen gerecht werden kann. Es könnte eine neue Marktsituation für Kirchgemeinden entstehen.</p>
<b>Keine DWP nur Arbeitsplatz am Ort</b>	<p>Die Dienstwohnungspflicht ist ein alter Zopf und die Aufhebung zeitgemäss.</p> <p>Cela correspond à la réalité actuelle surtout pour les petites paroisse et en campagne. Il faut vivre avec son temps.</p> <p>Sie schränkt die Bewerbungen und die Wahlmöglichkeiten ein. Sie kann eine Anstellung verunmöglichen.</p>

### 3.3.2 Commentaires de paroisses avec moins de 80% ou avec 101-150% de taux d'occupation de postes

<b>Beibehaltung der DWP wie bisher</b>	<p>Es sind wenige Kirchgemeinden, welche in diesen beiden Gruppen die Beibehaltung der DWP bevorzugen. Ihre Argumente sind:                  Das Pfarrhaus könnte nicht anders vermietet werden und/oder sie würden nachschusspflichtig.                  Das Pfarrhaus wurde renoviert, die Investition wäre in Frage gestellt.</p>
<b>«Kann Formulierung»</b>	<p>Bei kleinen Stellen braucht es Flexibilität; denn es treten vermehrt Abgrenzungsprobleme auf und der Lebensmittelpunkt ist an einem anderen Ort. Mit transparenter Kommunikation muss eine einvernehmliche Lösung gefunden werden. Andererseits wird auch erwähnt, dass ein schützenswertes Pfarrhaus genutzt werden sollte.</p> <p>Actuellement, la fonction de pasteur n'est plus la même qu'il y a quelques années. Un pasteur peut très bien habiter ailleurs que là où il exerce son ministère. Toutefois, il est important qu'il ne vive pas à 100km. Avec les moyens technologiques actuels, un pasteur peut être aussi proche de ses paroissiens que s'il réside ailleurs</p>
<b>Keine DWP nur Arbeitsplatz am Ort</b>	<p>Die DWP ist im Grunde jetzt schon abgeschafft. Sie nimmt keine Rücksicht auf örtliche Verhältnisse und ist bei Teilzeitanstellungen ein Problem. Je nach Lebenssituation der Pfarrperson müsste eine jeweils passende Dienstwohnung vorhanden sein. In kleinen Dörfern gibt es kaum zentrale Angebote, so dass es auch nicht zu Spontankontakten kommen kann. Die kirchlich-theologische Begründung für die DWP wird als theoretisch empfunden, denn es entsteht ein Konflikt zwischen Erwartungen und Verfügbarkeit.</p> <p>De manière générale, lorsque la réalité paroissiale est très fermement liée avec le travail en région par le biais d'un Syndicat des paroisses (par exemple), cela implique que les pasteur.e.s se déplacent beaucoup dans les plusieurs paroisses. Ils/elles sont connu.e.s sur l'ensemble de la région et le fait d'habiter la cure d'une des paroisses ne les rendrait pas plus visibles. L'important c'est de mettre à disposition un bon lieu de travail avec un bureau, un salon pour accueillir les paroissien.e.s, une petite cuisine qui permette des rencontre autour d'un repas. Tout ceci permet aux pasteur.e.s d'être<sup>a</sup> présent.e.s et à disposition pour les rencontres, bien plus que le fait qu'ils habitent une cure bien précise.</p>

### 3.3.3 Commentaires de paroisses avec 80-100% de taux d'occupation de postes

<p><b>Beibehaltung der DWP wie bisher</b></p>	<p>Es könnte anstatt des Pfarrhauses eine andere Wohnung sein. Es wird von der Erfahrung berichtet, dass ohne Pfarrperson am Ort die Entwicklung stagniert. Schliesslich wird geschätzt, dass die Pfarrperson am Ort Steuern zahlt.</p> <p>Une question qui provoque beaucoup de discussions. La priorité est de maintenir une proximité du pasteur / de la pasteure avec le village et avec les paroissien.e.s.</p> <p>Si dans un couple les 2 travaillent, pourquoi obliger le/la pasteur-e à habiter dans un appartement de fonction au détriment du partenaire? Il faut vivre à proximité du lieu de travail.</p>
<p><b>«Kann Formulierung»</b></p>	<p>Die Pfarrperson im Dorf mit kurzem Arbeitsweg ist erwünscht aber wichtige Gründe können dagegensprechen. Bei Pfarrmangel müsste man wohl flexibler werden. Man soll ein faires Angebot machen und die Pfarrperson entscheiden lassen.</p> <p>Ce qui est important c'est d'habiter dans la proximité du lieu de travail</p>
<p><b>Keine DWP nur Arbeitsplatz am Ort</b></p>	<p>Die alten Pfarrhäuser sind zu gross, zu kalt, zu arbeitsintensiv und gar nicht so billig. In einem Fall baute der Pfarrer ein eigenes EFH, weil nichts Passendes zur Verfügung stand in der Kirchgemeinde.</p> <p>Dans la vie professionnelle moderne, le lieu de travail n'est plus aussi important. L'important reste que le pasteur reste joignable et puisse rapidement être rencontré.</p>



### 3.3.4 Commentaires de paroisses avec 151-220% de taux d'occupation de postes

<p><b>Beibehaltung der DWP wie bisher</b></p>	<p>Die klare Regelung der DWP wird geschätzt, aber auch bemerkt, dass sie nicht mehr ganz zeitgemäss ist. Andererseits könnte eine "Kann-Formulierung" das Ende der Residenzpflicht einläuten.                  Der Arbeitsplatz vor Ort entspringt dem Wunsch nach einer Restpräsenz, die aber dem Pfarramt nicht gerecht werde.                  Einer Kirchgemeinde fehlt eine weitere Variante: Streichung der DWP und Arbeitsplatz zu Hause.</p>
<p><b>«Kann Formulierung»</b></p>	<p>Ein Arbeitsplatz am Ort ist zwingend, denn Präsenz ist wichtig. Die Kirchgemeinde muss die Räume zur Verfügung stellen. Es ist zwar befremdend, wenn neben der Kirche "irgendwer" wohnt. Aber das Pfarrhaus könnte anders genutzt werden. Beim Wohnen nicht am Ort entsteht ein Problem mit Spesenentschädigungen, die einen höheren Aufwand verursachen.</p>
<p><b>Keine DWP nur Arbeitsplatz am Ort</b></p>	<p>Zunehmende Flexibilität ist angesichts des Pfarrpersonalmangels angezeigt. Die DWP ist eine Belastung für die Kirchgemeinden, da an die Zimmeranzahl ein Anspruch besteht. Eine KG sollte sich nicht mit Mietproblemen (defekten Waschmaschinen etc.) rumschlagen müssen.                  Die DWP ist ein altes, aus dem Ancien Régime stammendes Modell als Pfarrherren Repräsentanten der Obrigkeit waren. Sie ist staatsrechtlich bedenklich und ohne Nutzen. Sie passt nicht in die aktuellen Arbeitsverhältnisse. Sie stellt die Präsenz nur teilweise sicher. Mit den Kirchgemeindehäusern erübrigen sich separate Amtsräume. Die Präsenz ist besser, wenn Pfarrleute einen Arbeitsplatz zusammen mit den andern Mitarbeitenden haben.</p>



### 3.3.5 Commentaires de paroisses avec plus de 220% de taux d'occupation de postes

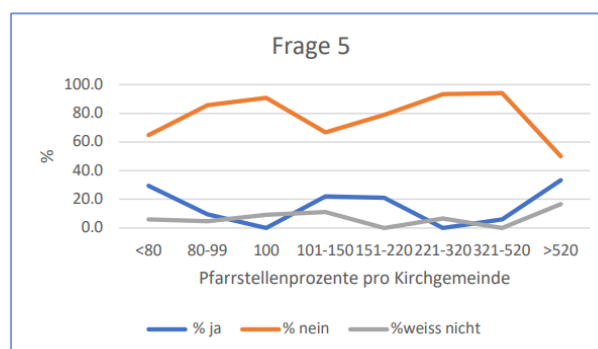
<b>Beibehaltung der DWP wie bisher</b>	<p>Die DWP passt und die Erfahrungen sind gut. Die Präsenz ist weiterhin erwünscht, zwar günstige Miete aber Mietzinseinnahmen sind sicher. Bei mehreren Pfarrhäusern ist es kein Problem, dass wenigstens eines für die DWP genutzt wird. Die Fragestellung ist zu ungenau. Es sollte klare, verbindliche Regeln mit gut begründeten flexiblen Anpassungen geben.</p>
<b>«Kann Formulierung»</b>	<p>Es gibt gute Gründe für wenigstens eine DWP, insb. in Orten wo die Pfarrperson noch die letzte niederschwellige soziale Anlaufstelle ist. Es braucht Flexibilität, zeitgemässe Anstellungen und Offenheit für Veränderungen. Das Konfliktpotenzial bei Anstellungen wird mit der "Kann Formulierung" verkleinert. Entscheidend bleibt, dass die Pfarrperson vor Ort ist. Es sollte aber auch möglich sein, dass die Pfarrperson selbst eine Wohnung sucht. Eine Verpflichtung, einen Arbeitsplatz am Ort zu nutzen, macht nicht Sinn. Es gibt Pfarrpersonen, die ihre Administration lieber zu Hause machen. Individuell via Spesen regeln. Nur ein Besprechungszimmer zur Mehrfachnutzung muss vorhanden sein.</p>
<b>Keine DWP nur Arbeitsplatz am Ort</b>	<p>Wenn die DWP beibehalten wird, nur mit der "Kann Formulierung". Wichtig ist Präsenz und Teamaustausch, z.B. durch die Einrichtung von Büros in einem Pfarrhaus oder im Kirchgemeindehaus. Gefordert sind flexible Arbeitszeiten und Erreichbarkeit dank moderner Kommunikationsmittel. Die DWP führt zu Problemen mit denen sich unsere Kirchgemeinde seit Jahren herumschlägt. Stelleninserate ohne DWP sprechen gerade bei Teilpensen mehr Leute an.</p>

## 4 Résultats des questions complémentaires (Questions 5 - 8)

### 4.1 Question 5 - Finances

**Question 5:** L'obligation d'habiter le logement de fonction engendre-t-elle des difficultés financières insurmontables dans votre paroisse?

Stellenprozente	% ja	% nein	%weiss nicht
<80	29.4	64.7	5.9
80-99	9.5	85.7	4.8
100	0.0	90.9	9.1
101-150	22.2	66.7	11.1
151-220	21.1	78.9	0.0
221-320	0.0	93.3	6.7
321-520	5.9	94.1	0.0
>520	33.3	50.0	16.7
Total	12.9	80.6	6.5



#### 4.1.1 Résumé des résultats

Selon le tableau, 80% des paroisses ne connaissent pas de problème dû à l'obligation du logement de fonction. Parmi les 20% restants, deux tiers font état d'un tel problème; un tiers ne sait pas ou n'est pas sûr que cela lui arrive.

Les problèmes surgissent parce que les frais courants provenant des recettes des locations des pasteurs ne peuvent pas être couverts, suite à des rénovations ou à une menace d'obliger à effectuer un versement supplémentaire. Les Problèmes surgissent plutôt dans de toutes petites paroisses avec un poste de pasteur de moins de 80% de taux d'occupation, dans d'autres avec plus d'un à deux postes à temps complet, et dans les grandes paroisses avec plus de 5 postes à temps complet.

#### 4.1.2 Informations tirées des commentaires

Oft wird angeführt, dass die Mieteinnahmen ungenügend sind, insbesondere wenn nur eine Teilzeitanstellung besteht; denn man könne von einem Inhaber einer Teilzeitstelle nicht so viel verlangen wie von einem «Vollzeiter». Dieser Umstand betrifft besonders kleine Kirchgemeinden, aber nicht nur. Die fehlenden Mieteinnahmen müssen aus der Gemeindekasse gedeckt werden.

Pas plus que si c'était un autre locataire, mais comment trouver des locataires tout en sachant que peut-être, un futur pasteur veuille y habiter.

**Kleine Kirchgemeinden** verfügen ohnehin über begrenzte Mittel. Solche würden sie aber auch brauchen, weil es an Begegnungsräumen fehlt. Probleme werden befürchtet, wenn das Pfarrhaus nicht mehr als Dienstwohnung genutzt werden könnte.

Recht häufig und unabhängig von der Gemeindegrösse sieht man ein Problem, wenn die **Nachschusspflicht** droht. Eine Kirchgemeinde kann ungewollt in eine solche Situation kommen, wenn sie keine Pfarrperson findet die bereit ist, im Pfarrhaus zu wohnen.

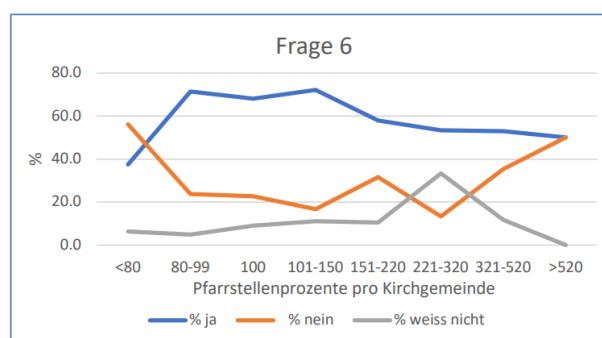
Eine Erhöhung des Mietzinses hatte zur Folge, dass die Pfarrperson, das Pfarrhaus verliess.

Auch einige Kirchgemeinden, welche aktuell keine finanziellen Probleme auf Grund der DWP sehen, machten einen Kommentar. Daraus geht hervor, dass Kirchgemeinden befürchten, dass es anders werden könnte, z.B. weil eine Renovation nötig wird oder weil das Pfarrhaus nicht mehr im Rahmen der DWP genutzt werden kann. Andere weisen darauf hin, dass die Steuereinnahmen nicht sinken dürfen, oder stellen fest, dass sie für die ungedeckten Kosten nur dank den Steuern juristischer Personen aufkommen können. Eine Kirchgemeinde verzichtete offenbar aus Angst vor Nachforderungen bewusst auf den Kauf des Pfarrhauses.

## 4.2 Question 6 – Réglementation des présences

**Question 6:** Si l'obligation de résidence devait être abandonnée, les Eglises nationales de vraient-elles adopter une réglementation obligeant les pasteur-e-s à être présent-e-s dans la paroisse durant leur temps de travail?

Stellenprozent	% ja	% nein	% weiss nicht
<80	37.5	56.2	6.3
80-99	71.4	23.8	4.8
100	68.2	22.7	9.1
101-150	72.2	16.7	11.1
151-220	57.9	31.6	10.5
221-320	53.3	13.3	33.3
321-520	52.9	35.3	11.8
>520	50.0	50.0	0.0
Total KG	61.3	27.4	11.3



### 4.2.1 Résumé des résultats

Plus de 60% des paroisses souhaitent une réglementation. Le plus nettement, avec environ 75% d'acceptation, ce souhait émane des paroisses avec 80 à 150% de taux d'occupation de postes. Dans les grandes paroisses, la part du «oui» se situe entre 50 et 60%. Dans les toutes petites paroisses avec moins de 80% de taux d'occupation, un tiers dit «oui» et deux tiers disent «non». On craint que cela ne restreigne les possibilités d'engagement.

### 4.2.2 Arguments des partisans du «oui»

Befürworter einer Regelung begründen dies über alle Kirchgemeinden gleich. Wichtig ist die Nähe, die Erreichbarkeit und die Verbundenheit mit der Bevölkerung. Deshalb sollte die Pfarrperson einen Teil der Dienstzeit am Ort sein. So kann er oder sie leichter eine Beziehung zum Ort aufbauen und sich vernetzen. Es wird auch eine niederschwellige Zugänglichkeit und für gewisse Situationen eine rasche Verfügbarkeit gewünscht. Nicht alle Menschen können über moderne Medien in Verbindung treten; sie brauchen die physische Ansprechbarkeit. Von den grösseren Kirchgemeinden wird auch argumentiert, dass durch die Präsenz



am Ort die Zusammenarbeit mit anderen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern sowie mit dem Kirchgemeinderat vereinfacht wird. Als Richtwerte für die Präsenzzeit werden etwa 50% der Anstellung genannt. Es wird aber auch darauf hingewiesen, dass man Grundregeln erlassen, aber eine gewisse Flexibilität gegeben sein soll, damit eine Regelung für individuelle Situationen möglich bleibt.

Vereinzelt wird auch argumentiert, der Pfarrberuf sei kein «Homeoffice Job». Dies sei zwar durch die Pandemie zum Teil nötig geworden, aber die Erfahrungen damit waren nicht gut; und nie Anwesende spüre man nicht. Es wird auch auf das Hirtenamt hingewiesen. Eine Regelung ist Aufgabe der Landeskirche, weil sie Arbeitgeberin ist. Eine Regelung unterstützt den Kirchgemeinderat bei der Ausgestaltung des Arbeitsverhältnisses bzw. des Stellenbeschriebs. Schliesslich wird verlangt, dass die Präsenzzeit nicht zusätzliche Spesen verursachen darf.

Ce n'est pas aux paroissiens de se déplacer; la relation en présentielle est importante. Prévoir l'utilisation d'un bureau, mis à disposition afin d'avoir une visibilité envers les paroissiens, et prévoir également une présence facilitant les contacts avec la population. Un pasteur, c'est une personne qui est présente dans sa communauté. Comment tisser des liens avec les paroissiens? Si le pasteur n'est pas intéressé par la région qu'il dessert? La question a conduit à beaucoup de discussions au sein du conseil de paroisse. La priorité est de maintenir une proximité du pasteur avec le village et avec les paroissiens.

#### **4.2.3 Arguments des partisans du «non»**

Gegner einer Regelung plädieren meist dafür, dass die KG diese selber definieren können. Allenfalls wäre eine Empfehlung sinnvoll. Kleine Kirchgemeinden befürchten zudem, dass eine Regelung weiterhin die Anstellungsmöglichkeiten einschränkt. Sie verfügen neben dem Pfarrhaus auch kaum über Räume, die sie zur Verfügung stellen könnten. Man befürchtet auch, dass eine landeskirchliche Regelung zusätzliche Administration in Bern und damit höhere Verwaltungskosten verursacht. Weiter wird argumentiert, bei den heutigen Medien brauche es keine Präsenz mehr und die Präsenzzeit entspreche nicht dem Berufsprofil des Pfarramtes. Man sieht auch das Problem, wenn eine Pfarrperson nicht von sich aus Begegnungen sucht, dann entstehen diese auch nicht durch die Präsenzzeit. Schliesslich finden sich grundsätzliche Überlegungen wie entweder Dienstwohnung oder vollkommene Niederlassungsfreiheit, wenn Liberalisierung dann richtig.

Il n'est juste pas imaginable d'inscrire une telle réglementation pour des paroisses travaillant en syndicat car les pasteur.e.s vont – certes - avoir du temps de travail pour leur paroisse, mais aussi être engagé.e.s pour les autres paroisses de la région. Il ne s'agit pas d'un travail comme en usine où l'on badge son entrée et sa sortie, ni d'une entreprise avec des bureaux. C'est un engagement qui demande du mouvement, de la mobilité.

Une partie du travail peut très bien être accompli chez soi et d'autres ne peuvent se vivre que sur le lieu d'engagement.

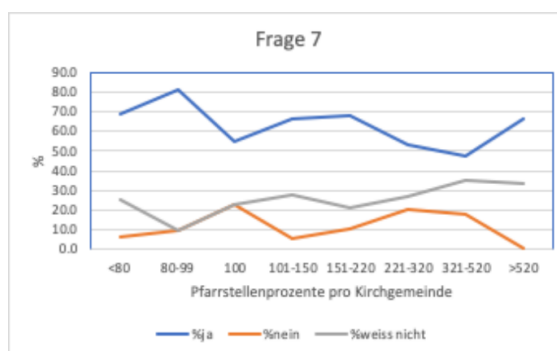
Un employeur moderne fait confiance à ses employés, l'endroit de travail n'est pas vraiment important. Lorsque la présence du pasteur est nécessaire, il sera présent là où il doit être. Il n'y a pas de raison de lui imposer des heures de travail resp. un emplacement de travail. Le travail administratif ne doit pas se faire obligatoirement dans les locaux de la paroisse. Un pasteur doit être mobile et avoir des heures de présence, peut-être bien, mais les gens ne viennent plus comme avant pour un contact direct.



### 4.3 Question 7 – Obligation d'effectuer un versement supplémentaire

**Question 7:** L'Association des paroisses et les Eglises nationales réformées évangéliques devraient-elles intervenir auprès du canton pour obtenir une libération de l'obligation de paiement ultérieur, si la cure est affectée à un autre usage (locaux de service ou de réunion, jardin d'enfants, etc.)?

Stellenprozente	%ja	%nein	%weiss nicht
<80	68.8	6.3	25.0
80-99	81.0	9.5	9.5
100	54.5	22.7	22.7
101-150	66.7	5.6	27.8
151-220	68.4	10.5	21.1
221-320	53.3	20.0	26.7
321-520	47.1	17.6	35.3
>520	66.7	0.0	33.3
Total KG	63.4	12.7	23.9



#### 4.3.1 Résumé des résultats

Environ deux tiers des paroisses estiment que l'église nationale et l'Association des paroisses devraient s'engager auprès du canton en faveur d'une libération de l'obligation d'effectuer un versement supplémentaire. Le plus souvent, la part du «oui» apparaît dans les petites paroisses, parce qu'elles seraient sans doute les plus touchées par cette obligation. L'obligation d'effectuer un versement supplémentaire mettrait en péril les finances de nombreuses paroisses, à plus forte raison si elles ont investi dans des travaux rénovation après un achat.

Ceux-ci étaient pourtant indispensables, parce que les immeubles auraient été repris dans un mauvais état par le canton.

#### 4.3.2 Commentaires à propos des réponses «oui»

Vor allem die kleinen Kirchgemeinden führten Argumente an, weshalb eine Nachschusspflicht erlassen werden sollte. An erster Stelle werden finanzielle Schwierigkeiten angeführt. Diese kommen nicht allein aus dem engen finanziellen Spielraum sondern auch daraus, weil gemäss eingegangener Kommentare der bauliche Zustand der Pfarrhäuser beim Kauf schlecht war. Sie mussten unter Einhaltung des Denkmalschutzes renoviert werden; bzw. Renovationen drängen sich unmittelbar auf. Mit der Nachschusspflicht würde der Kanton doppelt verdienen. Bei einem Nachschuss würde die Kirchgemeinde überfordert oder sie müsste das Haus verkaufen. Dabei weisen sie darauf hin, dass es darum geht, öffentlichen Raum zu erhalten, der gemeinnützigen Charakter hat. Die Pfarrhäuser stehen oft in einer Zone für öffentliche Nutzung, die sogar im ISOS als schützenswerte Orte verzeichnet sind. Für eine sinnvolle und zweckmässige Nutzung braucht es eine gewisse Flexibilität. Viele möchten, dass die Befreiung nicht nur für eine öffentliche Nutzung geschieht, sondern dass



den Kirchgemeinden generell freie Hand für die weitere Nutzung gewährt wird. Schliesslich wird darauf hingewiesen, dass die Nachschusspflicht unter der Prämisse der Residenzpflicht festgelegt wurde. Wenn diese nicht mehr möglich ist, können sie nichts dafür. Aber es bedeutet, dass die Spielregeln nachträglich geändert wurden und kleine Kirchgemeinden wollten nicht beim Kanton bluten müssen für die abnehmende Bedeutung der Kirchen. Die grösseren Kirchgemeinden sind weniger von der Nachschusspflicht betroffen, sehen aber die Probleme der kleinen und unterstützen diese mehrheitlich. Eine Kirchgemeinde wünscht, in die Verhandlungen einbezogen zu werden.

La paroisse se charge de l'entretien et il n'y a pas beaucoup de revenus de location. C'est peut-être à revoir dans le cas de vente.

#### **4.3.3 Commentaires à propos des réponses «non»**

Ein Nein wurde oft damit begründet, dass ein Pfarrhaus als solches erhalten bleiben soll und nicht umgenutzt werden darf. In einer Bergregion ist eine Umnutzung kaum möglich. Wenn das Pfarrhaus nicht von einer Pfarrperson bewohnt wird, sollte die Kirchgemeinde frei sein bei dessen Nutzung. Wenn eine Nachschusspflicht besteht, sollte sie ein für alle Mal geregelt werden.

Si la cure n'est plus utilisée comme logement, il n'y pas de raison de profiter d'une situation économique particulière. Tout bâtiment à disposition peut certes être utilisé, mais est-il vraiment nécessaire? Vu le manque de logements en Suisse, il serait plus judicieux d'utiliser les cures comme logement plutôt qu'en tant que bâtiment supplémentaire pour la paroisse.

## **4.4 Question 8 – Demandes et propositions**

**Question 8:** Avez-vous des préoccupations, des propositions ou des remarques à formuler en rapport avec ce sujet?

### **4.4.1 Résumé des résultats**

30 paroisses ont exprimé des réflexions complémentaires ou fondamentales sur ce thème. Ce sont les plus petites paroisses (jusqu'à 2 postes de pasteurs) qui s'expriment une nouvelle fois sur les questions pratiques en rapport avec l'obligation du logement de fonction et soulignent où la chatte a mal au pied pour elles. Il est une nouvelle fois exprimé que cela demande une plus grande flexibilité. Des paroisses demandent de nouveaux modèles de fonctionnement et une politique du personnel tournée vers l'avenir, qui tienne également compte des conséquences sur l'immobilier.

### **4.4.2 Obligation de résidence et taux d'occupation des postes**

In den Kommentaren zur Wohnsitzpflicht im engeren Sinn wird das Problem zwischen dem Wunsch nach Integration am Ort und Schwierigkeiten bei der Stellenbesetzung noch einmal aufgenommen. Die Notwendigkeit zu mehr Flexibilität kommt auch hier zum Ausdruck. Einzelne fragen, ob eine unterschiedliche Regelung je für ländliche und für städtische Gebiete hilfreich wäre? Mehrere argumentieren, dass die Dienstwohnungspflicht mittel- bis langfristig nicht haltbar sei. Dies muss aber nicht nur nachteilig sein, denn die Befreiung von der DWP



führt zu einer klaren Trennung zwischen Arbeits- und Freizeit, was entlastend und damit auch motivierend sein kann. Es sollte in jedem Fall eine ständige telefonische Erreichbarkeit gewährleistet sein. Auf Anrufe sollte innerhalb von drei Stunden reagiert werden können. Dies ist insbesondere für Kirchgemeinden im Berggebiet zu bedenken, wo es Siedlungen gibt, welche zu gewissen Zeiten nicht erreichbar sind. Aufbau und Regelung eines Pikettendienst wäre eine zusätzliche Entlastungsmöglichkeit. Dort wo die Kirchgemeinde mehr als eine Teilzeitstelle innehat, sollten flexible Lösungen gefunden werden. Eine Beschränkung auf Büro- oder Sprechzeiten wird als ungenügend empfunden.

#### **4.4.3 Obligation de résidence et avenir de l'église**

Kommentare, welche von der Dienstwohnungspflicht den Bogen weiter in die Zukunft spannen, stellen die Frage, was bei zunehmendem Mitgliederschwund, knapper werdenden finanziellen Mitteln und Pfarrmangel auf sie zukommen wird. Der langfristige Trend wird wohl gegen eine Dienstwohnungspflicht gehen. Eine Lösung wird darin gesehen, Pfarrhäuser auch anderweitig zu nutzen. Allerdings wird so ein sichtbares traditionelles Kulturgut aufgegeben, welches für Werte und Aufgaben der Kirche steht. Konsequenterweise müsste man bei der Personalpolitik immer auch die Folgen für die Immobilien in Betracht ziehen. Dabei wird erwartet, dass mit dem Rückgang der Dienstwohnungspflicht auch andere wichtige Tätigkeiten der Pfarrpersonen erodieren. Es wird eine Herausforderung für die Kirche darin gesehen, wie sie auf diese Trends reagiert und moderne und bedürfnisgerechte Arbeitsformen entwickelt. Diese sollten die Erkenntnisse aus der Wirtschaft aufnehmen und die Nähe zu ihren "Kunden" pflegen.

#### **4.4.4 Arguments évoqués par peu de paroisses, voire une seule**

- Mit der Dienstwohnungspflicht befindet man sich mietrechtlich in einer Grauzone. Was, wenn es zu Unstimmigkeiten nur wegen der Wohnsituation kommt? Damit das nicht passiert, muss die Kirchgemeinde ein gutes und passendes Angebot haben. Dies wird noch wichtiger, wenn die Dienstwohnungspflicht abgeschafft wird.
- Einer Kirchgemeinde wurde offenbar ein Befreiungsgesuch abgelehnt. Sie klagt, dass REFBEJUSO auch selbst Beschwerdestelle ist.
- D'un point de vue plus «philosophique», ne pas oublier que c'est l'Eglise qui doit être proche des paroissiens, pas les paroissiens qui doivent chercher l'Eglise.
- Ne pas oublier, qu'un/e pasteur/e ne passe pas 30 ans dans la même paroisse, mais en moyenne 10 ans → prévoir des possibilités d'échanges, Berne s'occupant des contrats.
- Les bâtiments coûtent chers, très chers.